

M. Douglas: Le ministre est maintenant premier ministre suppléant.

Mme MacInnis: Comme il a dit aux étudiants de l'Université de Toronto qu'une partie de leurs frais de scolarité est couverte par les exportations canadiennes, y compris les exportations aux États-Unis d'armes dont certaines sont employées au Vietnam, peut-il dire si le gouvernement estime que les étudiants ont tort de protester contre une telle situation?

M. l'Orateur: La question telle qu'elle est posée est irrecevable et la présidence la rejette.

M. Ed. Schreyer (Springfield): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre suppléant. Notre pays a envoyé des quantités croissantes de matériel de guerre aux États-Unis. Or, ces derniers l'ont utilisé en partie pour l'escalade de la guerre au Vietnam. C'est pourquoi je voudrais savoir si le gouvernement compte augmenter son aide financière à l'enseignement supérieur? Si je pose cette question, c'est que les deux sujets paraissent liés dans l'esprit du premier ministre suppléant.

M. l'Orateur: Comme la question du député est de nature générale, je la crois irrecevable. A mon avis, on ne peut y répondre maintenant, pendant la période des questions. Je signale au député que si l'on fait une déclaration à l'appel des motions, il lui sera alors possible de faire ses remarques.

M. Schreyer: Est-il conforme au Règlement de demander au premier ministre suppléant s'il compte faire une déclaration sur l'objet de ses remarques aux étudiants de l'Université de Toronto?

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention de faire une déclaration de ce genre. Je conseille à la représentante qui fut la première à soulever cette question—je constate qu'elle est absente—de ne pas prendre trop au sérieux tout ce qu'elle lit dans les journaux. Je serais heureux de discuter avec mon ami de mes véritables paroles ainsi que de leur contexte. J'ai eu une discussion chaleureuse avec un magnifique groupe de jeunes étudiants et cela m'a beaucoup plu.

M. E. Nasserden (Rosthern): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au leader de la Chambre en sa qualité de ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. (*Exclamations*)

[M^{me} MacInnis.]

Pourrait-il s'employer à faire du centième anniversaire de la réunion de la première législature, un événement vraiment mémorable pour nos vieillards, en leur versant une gratification de \$100 chacun cette année?

L'hon. A. J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je vais signaler cette proposition au ministre des Finances. (*Exclamations*)

M. Knowles: Quel manque de bienveillance.

M. Douglas: Quelle naïveté.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

LE PROGRAMME DE LA SEMAINE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Michael Starr (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au leader du gouvernement à la Chambre. Pour permettre à l'opposition de se préparer à l'avance, le leader du gouvernement peut-il nous dire de quels travaux nous serons saisis demain et pendant les quelques jours qui suivront?

L'hon. A. J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, si nous faisons subir aujourd'hui la deuxième lecture au bill sur la radiodiffusion, nous aborderons demain la deuxième lecture du projet de loi sur la peine capitale, ce qui nous prendra plusieurs jours. Il me sera plus facile, dans la soirée, de prévoir les travaux de demain. Tout dépendra de l'adoption éventuelle aujourd'hui en deuxième lecture du bill sur la radiodiffusion.

LES AFFAIRES INDIENNES

L'OPPORTUNITÉ DE LA RÉUNION PROCHAINE D'UN COMITÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, une autre question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Usera-t-il de ses bons offices à l'endroit du président du comité permanent des affaires indiennes, des droits de l'homme, de la citoyenneté et de l'immigration, et lui demandera-t-il que le comité se réunisse à la première occasion; soumettra-t-il aussi au comité le rapport «Les Indiens et la loi» qui a été préparé à l'intention de son ministère par l'Association canadienne de réadaptation?